

## Les femmes dans l'histoire contemporaine de l'Afrique : entre balbutiement et véritable ancrage, de 1960 à nos jours

Dre Judith DOUTSONA,  
Attachée de recherche  
IRSH - CENAREST (Gabon)  
rdoutsona@yahoo.fr

Cette réflexion est issue d'une communication présentée au colloque *Les post et les anthropologies en Afrique : du dialogue nord - sud* organisé à l'Université Omar Bongo du 18 au 22 juin 2018 par les Éditions Oudjat en ligne, sous la houlette de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF). Cette communication avait pour objectif de montrer le traitement que les historiens africains et partant gabonais ont réservé aux femmes et aux études féministes depuis plus d'une cinquantaine d'années, de 1960 à nos jours. L'année 1960 a été choisie comme date de début de la réflexion parce qu'elle marque non seulement l'année de l'indépendance du Gabon (post colonial), mais aussi l'année d'apparition des premières études sur les femmes en Afrique (D. Paulme, 1960). Dans la continuité de nos recherches sur l'histoire des femmes fonctionnaires, notre réflexion s'insère aisément dans la volonté de réinterroger la pratique historique des chercheur-e-s gabonais-e-s. Deux interrogations principales sous-tendent cette communication. La première est de savoir comment les interrogations du fait post colonial ont évolué à la lumière des mutations historiographiques constantes. La seconde s'interroge sur l'intérêt accordé aux femmes dans l'histoire contemporaine de l'Afrique depuis la naissance de l'histoire des femmes en Occident dans les années 1980. Cette communication se fonde sur l'hypothèse selon laquelle, la réécriture de l'histoire générale centrée sur l'étude des rôles sociaux des hommes et des femmes comme mode d'écriture historique et d'analyse des sociétés passées séduit peu les chercheur-e-s en Histoire contemporaine de l'Afrique. Dans cette perspective, la première partie fait le point sur la pratique du métier d'historien tandis que la deuxième apporte un éclairage sur l'apparition des femmes dans l'histoire de l'Afrique. Nous évoquons, dans la dernière partie, la difficile institutionnalisation des études féministes dans le milieu académique gabonais.

### 1. La pratique du métier d'historien

Les chercheurs-es, quel que soit le continent et l'époque, écrivent l'histoire avec les sources textuelles, orales et matérielles (iconographiques, audiovisuelles, films, enregistrement). À ces sources traditionnelles, s'ajoute l'indispensable recours pour l'historien à l'interdisciplinarité. En effet, l'histoire des femmes et du genre se prêtent davantage à l'approche pluridisciplinaire où elle tire parti particulièrement des outils méthodologiques de l'anthropologie et de la sociologie, aujourd'hui incontournable pour appréhender au mieux les phénomènes sociaux, les pratiques individuelles ainsi que les

difficultés que posent les problématiques sur les femmes ; tant les sources pour l'écrire sont peu abondantes. De manière générale, l'histoire de l'Afrique subsaharienne avant 1960 a été la chasse gardée des ethnologues, qui, avec un regard unilatéral teinté de paternalisme, faisait l'apologie de « la gloire » de l'empire colonial français sous l'angle de l'étude des conquérants venus du nord, des résistances, des répressions ou encore de guerre coloniale. Une rupture décisive s'opère dans les années 1960 correspondant à l'élaboration d'un véritable travail d'écriture de l'histoire africaine (J-P. Chrétien, 2003). Les travaux de Georges Balandier sur « La situation coloniale », ou encore du géographe devenu plus tard historien Jean Suret Canal sur « L'Afrique avant l'arrivée des Blancs » font office de travaux fondateurs de la discipline. Les historiens français spécialistes de l'Afrique, Hubert Deschamps (1970), Henri Brunschwig (1983), Catherine Coquery-Vidrovitch (1994), chacun à leur manière à travers leurs travaux, jettent les bases de la méthodologie et des approches nouvelles de la connaissance du passé du continent africain (J- L. Triaud, 2006). Les historiens africains délaissent de plus en plus souvent l'histoire coloniale ou de la décolonisation devenue obsolète, pour une histoire globale des sociétés africaines. Ils s'intéressent davantage aux questions de l'État, de l'indépendance, du développement, de l'émergence des classes moyennes, des questions politiques, économiques, l'emploi, l'éducation, l'urbanisme, les migrations, etc. C'est dans le sillage de ce renouvellement des problématiques et l'attention portée aux aspects culturels et identitaires que naît l'histoire des femmes, soucieuse de prendre en compte historiquement la question du féminin. Toutefois, Jean Pierre Chrétien invite l'historien africain à ne pas « jeter le bébé avec l'eau du bain ». Autrement dit, les pistes scientifiques posées il y a plus d'un demi-siècle et auxquelles nous sommes redevables de l'existence même de notre discipline ainsi que les concepts doivent être réappropriées et réadaptées aux réalités internes des sociétés africaines afin d'enrichir les problématiques » (J. P. Chretien, 2003). Dans le même sens, Fatou Sow invite les historien-e-s des femmes et du genre, à se (re) approprier un label féministe à partir d'un « surmoi » d'Africain-e-s, et à partir de leur propre imaginaire ancré dans les réalités africaines et dans le reste du monde (Fatou. Sow, 2008).

### 2. L'apparition des femmes dans l'histoire de l'Afrique

La problématique de femmes dans l'histoire de l'Afrique n'est pas un champ de recherche neuf. Les explorateurs, les administrateurs coloniaux, les ethnologues, les anthropologues et les missionnaires ont pris en compte la situation des femmes dans leurs études<sup>1</sup>. Toutefois, ces

1. Maurice Delafosse, Dr Poutrin, *Enquête coloniale dans l'Afrique Française Occidentale et Equatoriale sur l'organisation de la famille indigène, les fiançailles, le mariage*, Paris, Société d'Éditions Géographiques Maritimes et coloniales, 1930, p. 502; Edouard Trezenem, « Notes ethnologiques sur les tribus Fang du Moyen-Ogooué », *Journal de la société des Africanistes*, Tome VI, 1936, p. 89.

derniers, dans une approche descriptive, véhiculaient une image misogyne, dévalorisante de la femme africaine en phase avec leur époque « bête de somme », victime, loin de l'analyse féministe actuelle et de la défense des droits des femmes. Ainsi les organisations des femmes des pays en développement dénoncent la représentation coloniale de la femme africaine muette, et qui ne se mobilise pas, tandis que l'Européenne serait, éduquée, moderne, active sur le marché du travail, libre de prendre de décisions. Au Sénégal par exemple, le combat pour le droit de vote est allé de pair avec celui contre la discrimination des femmes autochtones vis-à-vis de celles originaires de la puissance coloniale qui, elles, étaient autorisées à voter (I. Attané, C. Brugeilles, W. Rault, 2015). L'ouvrage *Femmes d'Afrique noire*, de l'ethnologue Denise Paulme (1960) va faire date en ce sens que c'est un ouvrage qui regroupe pour la première fois les femmes et qui va produire six études sur les femmes africaines. À ce sujet, Jean Pouillon dans le compte-rendu de cet ouvrage citant Denise Paulme, écrit

« l'enquête ethnologique étant presque toujours menée à l'aide et aux auprès des seuls éléments masculins de la population, l'image qui en résulte se trouve être dans une large mesure, celle que les hommes, et eux seuls, se font de leur société ». (J. Pouillon, 1961, 120-121).

Cette nouvelle approche permet de voir les Africaines sous un autre angle, celui de leur contribution socio-économique à l'histoire du continent et au développement qui était un enjeu majeur. Le rôle joué par les mouvements féministes du monde occidental depuis les années 1970–1980 et la recherche féministe notamment les *Women's Studies* aux USA éveillent les consciences. En effet, l'air féministe venu d'Occident a suscité des initiatives allant dans la production des travaux de recherche sur les femmes, mais également à contribuer à ancrer les questions de femmes dans les institutions de recherche et les universités africaines. Alors que dans les années 1970, les thèmes récurrents étaient liés au mariage des femmes rurales, dans la décennie 1990, de nouveaux axes historiographiques émergent : le fait féminin est perçu comme entité, et des thèmes novateurs permettent d'appréhender le rôle des femmes dans la vie politique coloniale et postcoloniale, leur militantisme devenant un thème de recherche allant de la biographie à la réflexion politologique (T. M. Bah, 2015, 99). Toutefois, en Afrique subsaharienne, deux tendances se dégagent : l'Afrique anglophone offre une tradition féministe plus ancienne, un véritable encrage, notamment avec une quarantaine de *Women and Gender Studies Centers*, d'Ouganda jusqu'à Tanzanie en passant par le Cape Town University (Afrique du sud), dont la revue en ligne *Feminist Africa* créée en 2001 qui est un support important ; mais aussi divers centres des universités nigérianes, comme l'*African Gender Institute* (F. Sow, 2008, 17). L'Afrique francophone en revanche, l'ancrage féministe reste mitigé. L'Afrique de l'Ouest s'en sort mieux avec des programmes relativement

récents, c'est le cas de la Chaire d'étude Femmes, genre, société et développement de l'université Gamal Abdel Nasser de Conakry (2002) ; le Groupe genre et sociétés (GESTES) de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis (2006) ou encore le Programme Genre de l'école doctorale (ETHOS) de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (2006) (F. Sow, Ibid). En Afrique centrale, ces initiatives sont rares ou restent encore dans une phase de balbutiement épistémique. Au Cameroun, le département d'Histoire de l'Université de Yaoundé I propose un enseignement sur les femmes et le genre qui conduit au Master 1 et 2. De même, le département de sociologie de la même Université a lancé en 2011-2012, un Master professionnel en Genre et Développement avec pour objectif de former les professionnels intéressés par le lien entre la problématique Genre et développement. En République Démocratique du Congo, le Centre d'Études Africaines et de Recherches interculturelles (CEAFRI), mène des recherches sur les questions de développement, le genre et les relations interculturelles depuis 2007 ; ou encore l'Association des Femmes Africaines pour la Recherche et le Développement (AFARD) qui est un espace d'échange et d'élaboration de recherches pour les féministes africaines.

### 3. La difficile institutionnalisation des études féministes dans le milieu académique gabonais

Au Gabon, la problématique des femmes est traitée en priorité par les organismes internationaux de développement comme le Fond des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le FNUAP, l'UNESCO, etc., et quelques associations féminines gabonaises, Femmes Juristes (ODEFPA), Agir pour le Genre, les organisations non gouvernementales qui reprennent en général les directives onusiennes et la politique menée par les autorités gouvernementales. Les questions féministes, semble-t-il, n'intéressent pas les autorités universitaires, par peur ou tout simplement considérées comme un thème mineur. En effet, à l'université Omar Bongo, il n'existe pas à la Faculté des Lettres et Sciences Humaines (FLESH) un programme sur les femmes intégré dans les processus académiques qui permettrait de mener des recherches appropriées dans le domaine et à faire connaître la richesse des études sur les femmes. Les quelques rares enseignements sur les femmes et le genre ont eu lieu de manière ponctuelle souvent dans le cadre d'une convention avec un organisme international. C'est le cas du programme d'Excellence de l'UNESCO hébergé par le Département des Sciences de l'Information et de la Communication (DSCI) de l'UOB en 2010. Il s'agissait sans doute d'élever l'initiative au niveau des canaux internationaux. D'ailleurs, maintenant que le DSIC est rattaché à un autre département et non plus à l'Unesco, le cours sur le genre a cessé d'être dispensé. À la Faculté de Droits et des Sciences Économiques (FDSE), l'enseignement dispensé au département des sciences politiques sur le genre

et la politique initié en 2015-2016, a également cessé d'être. Il s'agissait portant d'offrir une approche féministe des sciences humaines et sociales au Gabon. Toutefois, le département de sociologie de l'Université Omar Bongo dispose d'un Laboratoire de recherche sur « Corps, sociétés et pouvoirs » qui traite entre autres la question du féminin et du masculin. D'ailleurs en 2012, la Revue gabonaise de sociologie consacre son numéro 6 à la thématique femme et des rapports sociaux de sexe dans la société gabonaise et qui a vu la participation de plusieurs contributeurs toutes disciplines confondues (anthropologues, philosophes, géographes, ethnologues, littéraires...).

Dans la recherche scientifique, il a été créé en 2008 au département d'Histoire et d'Archéologie de l'Institut de Recherche en Sciences Humaines (IRSH), le Groupe de Recherche et d'Études sur le Genre (GREG), spécialisé dans les problématiques des femmes, genre et rapports sociaux de sexes. Cependant cette initiative n'a pas pour autant suscité un intérêt dans le milieu académique. Si dans la première décennie des années 2000, on assiste à la production des travaux sur les femmes au Gabon, essentiellement des thèses de Doctorat (A. Ayeni, 2007); (G. Esseng Aba'a, 2010); (J. Doutsona, 2011), toutes historiennes, il n'en demeure pas moins que l'on note une faible insertion des problématiques femmes dans les curricula. Un programme d'enseignement dédié à cette problématique pourrait contribuer à ancrer les questions des femmes et du genre dans l'enseignement supérieur. Aussi s'inscrirait-il dans la Décennie de la femme instituée en 2015 et serait en phase avec la politique de « l'Égalité de chance », ou encore « Gabon égalité » menée par les responsables politiques depuis 2016 et qui a aboutie ces cinq dernières années à des avancées significatives en matière des droits des femmes. Par ailleurs, la réticence des Universités africaines, singulièrement gabonaises à abriter des Centres d'études des femmes, Badini l'évoquait déjà au sujet Burkina. Elle parle d'un « sous-développement » chronique des études féministes dans les Universités africaines qu'elle imputait au fait que comme dans les autres Universités à travers le monde, la recherche féministe est d'abord essentiellement l'œuvre des femmes (enseignantes, chercheuses). Or dans ce milieu le pourcentage de ces dernières est faible d'une part, d'autre part, les pesanteurs et les considérations sociales qui inhibent une telle réflexion, les préjugés contre les enseignements féministes continuent de représenter de véritables freins à la participation des hommes à ces recherches (F. Badini Kinda, 2009). Or l'implication active des hommes dans la promotion de ces problématiques permettraient d'accumuler les connaissances indispensables et asseoir la discipline.

## Conclusion

Pour écrire l'histoire, les historiens africains spécialistes de l'Histoire de l'Afrique utilisent les outils pédagogiques à

usage interne pour alimenter leur pratique de recherche et leur savoir. Le détour nécessaire de la contextualisation et de l'appropriation des paradigmes, la compréhension des rythmes et des césures de l'histoire dans le temps inhérent à la démarche historique, permettent de s'emparer des problématiques difficiles pour contribuer à une histoire culturelle rigoureuse. Notre communication a eu le mérite d'introduire les femmes et la problématique des études féministes dans le débat. Si l'Afrique anglophone présente une longueur d'avance sur l'ancrage des études féministes, l'Afrique francophone notamment l'Afrique de l'ouest a amorcé ce défi dès la fin des années 1990 et le début des années 2000, tandis que l'Afrique centrale reste relativement à la traîne. L'histoire des femmes ne devrait pas se limiter à une histoire faite uniquement par les femmes. Des hommes devraient s'investir dans ce champ de recherche, ce qui atténuerait cette focalisation outrancière sur la femme, pour promouvoir, par la recherche féministe, un changement des rapports hommes femmes, à tous les niveaux de l'activité sociopolitique (T. M. Bah, 2015). En définitive, il ressort un véritable encreage des études sur les femmes en Afrique anglophone et en Afrique de l'Ouest, balbutiement voire réticence en Afrique centrale, singulièrement au Gabon. Une réticence en porte à faux avec la « Stratégie de promotion des droits de la femme et de réduction des inégalités » maître mot de la politique gouvernementale.

## Bibliographie.

Attané Isabelle, Brugeilles Carole, Rault Wilfried, *Atlas mondial des femmes. Les paradoxes de l'émancipation*, Paris, Édition, Autrement, 2015.

Ayeni Aurelie, *Les femmes dans les services de santé du Gabon, des années 1950 aux années 1980, de leurs formations à l'école de santé de Libreville à leur expérience professionnelle*, Thèse 3<sup>e</sup> cycle, Aix – Marseille I, 2007, 367 p.

Badini-Kinda, Fatoumata, 2009 « Les femmes et les études féministes dans les universités, enjeux et stratégies : le cas du Burkina Faso » *La recherche féministe francophone*, pp. 81 à 90. Mis en ligne sur Cairn.info le 05/06/2018 <https://doi.org/10.3917/kart.sow.2009.01.0081>

[Bah Thierno Moctar, « Le genre dans l'historiographie de l'Afrique de l'Ouest et du Centre », \*Historiographie africaine. Afrique de l'Ouest, Afrique Centrale\*, CODESRIA, Dakar, 2015, p. 97-122.](#)

Boserup, Esther, *La femme face au développement économique*, Paris, PUF, 1983.

Brunschwig Henry, *Noirs et Blancs dans l'Afrique noire française*, Flammarion, 1983, 154 p.

Chretien Jean-Pierre, « Pourquoi l'Afrique, pourquoi l'histoire? », *Afrique et histoire*, 2003/1 (Vol, 1), p. 7 - 19.

Article disponible en ligne à l'adresse : <https://www.carn.info/revue-afrique-et-histoire-2003-1-page-7.htm>.

Coquery-Vidrovitch Cathérine, Monio Henry, *L'Afrique noire de 1800 à nos jours*, Paris, PUF, 1974, 499 p., *Les Africaines, histoire des femmes noires du XIXe au XXe siècle*, Édition Desjonquère, Paris, 1994,

Coquery-Vidrovitch Cathérine, Thébaud Françoise (éd), « Femmes d'Afrique », *Clio, Histoire, Femmes et Sociétés*, n° 6, 1997.

Maurice Delafosse, Dr Poutrin, *Enquête coloniale dans l'Afrique Française Occidentale et Equatoriale sur l'organisation de la famille indigène, les fiançailles, le mariage*, Paris, Société d'Éditions Géographiques Maritimes et coloniales, 1930.

Deschamps Hubert, *Histoire générale de l'Afrique, de Madagascar et des archipels*, PUF, 1970.

Doutsona Judith, *Les femmes dans la fonction publique au Gabon. Étude des trajectoires professionnelles des femmes gabonaises, 1930-1980*, Thèse de Doctorat 3<sup>e</sup> cycle, Université Paris Denis-Diderot, 2011.

Dulucq Sophie *et al.*, « L'écriture de l'histoire de la colonisation en France depuis 1960 », *Afrique & histoire* 2006/2 (vol. 6), p. 235-276. <https://www.cairn.info/revue-afrique-et-histoire-2006-2-page-235.htm>

Esseng Aba'a Gladys, *La loi au Gabon sous l'angle du genre : du milieu du XIXe siècle aux années 1990*, Thèse de Doctorat 3<sup>e</sup> cycle, Université Paris Denis-Diderot, 2010.

Mama Amina, *Études par les femmes et études sur les femmes en Afrique durant les années 1990*, CODESRIA, 1997.

Paulme Denise, *Femmes d'Afrique noire*, Mouton, Paris, 1960.

Pouillon, Jean, Denise Paulme (édi) *Femmes d'Afrique noire* [Compte rendu], *L'Homme*, 1961, pp. 120-121.

Suret Canal Jean, *Afrique noire, Géographie, civilisation, histoire. Afrique noire occidentale et centrale*, Paris, Éditions sociales, 1970, 395 p.

Sow Fatou, 2008, « Les défis d'une féministe en Afrique », *Propos* recueillis par Thérèse Locoh, et Isabelle Puech *Travail, genre et société*, 2008/2 (n° 20), pp. 5 - 22. ; « Féminismes décoloniaux, genre et développement. Mouvements féministes en Afrique » ; Entretien avec Fatou Sow, *Revue Tiers Monde* n° 209, janvier-mars 2012 pages 145 à 160 Article disponible en ligne à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-tiers-monde-2012-1-page-145.htm>

Trezeneme, Edouard, « Notes ethnologiques sur les Fangs du Moyen-Ogoué », *Journal de la société des Africanistes*, Tome VI, 1936.

Triaud, Jean-Louis, « Histoire coloniale : le retour », *Afrique et histoire*, 2006/2 (Vol.6), pp.235-276). [Cairn.info](https://www.cairn.info) le 01/12/2006 - <https://doi.org/10.3917/afni.006.0235>.